

# Kanaky

## L'objection de conscience en plein essor

En 1985, au moment où le gouvernement français envisageait l'implantation d'une importante base militaire en Nouvelle-Calédonie, le *FLNKS* appelait "solennellement les jeunes Kanak et la jeunesse de Kanaky en général à boycotter massivement le service militaire français" (Motion 2 du 3ème Congrès du *FLNKS* à Hienghène, les 25-26 mai 1985). L'appel a été suivi par des jeunes, sans qu'il soit possible de les dénombrer exactement. Mais, de fait, aucune structure du *FLNKS* n'a pris en charge le suivi de la décision du boycott de l'armée.

Le *Comité Pierre Declercq*, du nom de l'ancien secrétaire de l'*Union Calédonienne* assassiné en 1983, a essayé de trouver des solutions pour bloquer les "opérations coup de poing" de l'armée dans les tribus. L'objection de conscience est apparue comme une solution moins risquée. Une brochure d'information a été diffusée lors du congrès du *FLNKS* d'Arama et un dossier a été remis à l'association des maires indépendantistes pour qu'ils fassent les démarches nécessaires à l'accueil des objecteurs.

Depuis quelques mois, le *Comité Pierre Declercq* souhaite que les objecteurs se regroupent et s'organisent eux-mêmes pour gérer leurs problèmes.

### 34 objecteurs Kanak

Selon des chiffres de source Kanak, il y aurait actuellement 34 objecteurs en Nouvelle-Calédonie : 5 dans les Iles Loyauté, 12 dans la Province sud et 17 dans la Province nord. Par contre, il n'y a que six mairies qui sont agréées pour accueillir les objecteurs : Voh, Koné, Ouvéa, Lifou, Thio, Houailou. En novembre-décembre 1989, 13 jeunes Kanak vont recevoir leur affectation dans une association ou une mairie. L'un d'entre eux partira en France.

La première assemblée générale constitutive de l'association des objecteurs Kanak a eu lieu (selon l'état de nos informations) les 30 septembre et 1er

octobre 1989. La réunion préparatoire avait déjà regroupé 23 personnes et préparé l'ordre du jour de l'assemblée constitutive.

Les problèmes rencontrés par les objecteurs Kanak ne sont guère différents de ceux de leurs homologues de métropole : difficulté et retard de paiement des indemnités lesquels sont un frein pour les mairies qui hésitent à engager des objecteurs sans avoir l'assurance d'être remboursés.

Autre problème : les objecteurs qui voudraient faire un service civil en France n'ont pas de prise en charge de leur voyage contrairement à ceux qui effectuent un service militaire en métropole. Même chose pour les déplacements locaux qui ne sont pas pris en charge par les associations ou le ministère. Des actions auprès de l'association des maires indépendantistes et auprès de chaque maire ont été engagées par quelques militants objecteurs.

Du côté du ministère de la Défense, les choses semblent évoluer concernant la situation des insoumis. Depuis quelques mois, plusieurs jeunes Kanak insoumis, dont Gilbert Vaialimoa, Jean-Yves Nomoigne et Christophe Néaoutyine, qui ont été condamnés par

le tribunal de Nouméa à plusieurs mois de prison ont demandé aussitôt après leur condamnation le statut d'objecteur selon la formule-type. Leur demande a été acceptée par le ministère de la Défense (1) comme pour Christophe Albouy de Poitiers dernièrement.

Si cette procédure faisait jurisprudence, à Nouméa comme dans les tribunaux métropolitains, cela voudrait dire que le droit à l'objection pourrait s'appliquer à n'importe quel moment de la vie, même en dehors des limites énoncées dans la loi de 1983.

Les objecteurs Kanak ne traitent pas que de questions organisationnelles ou des moyens de soutien mutuel. Chaque groupe local doit mener une réflexion dans sa commune sur des thèmes liés à l'avenir de Kanaky. Citons-en quelques-uns : "la non-violence", "la position de l'objecteur Kanak en cas de guerre en Kanaky", "militarisation et nucléaire", "sécurité et autodéfense"...

B. Barrillot

*D'après le compte-rendu de la réunion d'objecteurs Kanak des 19-20 août*

1) La copie du dossier peut être obtenue au *CDRPC* contre 5 timbres à 2 F.20 pour frais de photocopies et d'envoi.

## Service militaire et service civil : l'Italie en marche vers l'égalité ?

La cour constitutionnelle italienne a cassé la disposition légale qui prévoit un service civil à 20 mois au lieu des 12 mois du service militaire. Cette décision ayant force de loi, son application est immédiate à compter de sa parution au journal officiel. La cour constitutionnelle a cependant indiqué qu'une différence très faible peut être basée sur des exigences de formation.

Du même coup, la proposition de loi à l'initiative du Démocrate chrétien Paulo Caccia risque d'être présentée et votée par le Parlement avant la fin de l'année. Cette proposition de loi prévoit, entre autres mesures, la réduction du temps de service à 15 mois et, autre disposition intéressante : "le service civil peut, à la demande de l'objecteur et sous réserve de réciprocité, être effectué dans un autre pays de la CEE selon les normes qui y sont appliquées, sauf en ce qui concerne la durée".

L'Italie compte aujourd'hui près de 10 000 objecteurs en service civil dont 54 % dans les services d'assistance, 31 % dans le secteur socio-culturel, 12 % dans le secteur de l'environnement et 3 % dans la protection civile.

*Info extraites de Service civil info n° 16 de septembre 1989, 16 rue Jean Giono - 91000 Evry.*

## Le MDPL en Congrès...

Le Congrès du *Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL)* s'est tenu les 30 septembre et 1er octobre à Bourg-en-Bresse.

Le Mouvement a décidé de poursuivre son action dans les milieux politiques, syndicaux et associatifs où il est présent. Tout particulièrement, à l'intention du Parti socialiste français, il décide de relancer la contestation du missile Hadès soutenue par le SPD allemand.

Le MDPL est engagé dans le mouvement pour la sauvegarde du droit d'asile et dans le courant Education à la paix : il appelle en particulier ses militants à se rendre au Festival de

l'Education à la paix qui se tiendra à Saint-Etienne en novembre (voir page 2). Le congrès a décidé de se rallier, au plan national, à l'initiative *Kanaky Solidarité*, tout en laissant à ses membres toute latitude dans leurs groupes locaux de soutien à la cause Kanak.

Enfin, Claude Bourdet, ayant demandé d'être déchargé de sa responsabilité de Président mais restant toujours actif dans le Mouvement, a été élu Président d'honneur. Bernard Ravenel devient le nouveau président en exercice.

**MDPL,**  
B.P. 2135 - 34026 Montpellier  
Cedex

## Armée - école : le Ramassis nouveau est arrivé !



Dans *Damoclès* n° 36 nous avons publié le texte complet du nouveau protocole qu'ont signé messieurs Chevènement et Jospin pour une relance de la coordination des activités entre l'Armée et l'Education. Cette coopération - contre nature - entre les deux ministères avait été institutionnalisée pour la première fois en septembre 1982 par la signature d'un premier protocole par MM. Hernu et Savary. Mais il n'avait pas rencontré l'enthousiasme escompté du fait des réactions négatives de nombreux enseignants. D'où la nécessité d'une relance qui a, par contre-coup, réactivé également le réseau

de personnes et organisations qui s'était constitué.

Du matériel a été édité : tracts, affiches, autocollants... Ainsi que le *Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement* qui est un outil indispensable pour avoir sous la main l'ensemble des textes des protocoles, différents documents émanant tant du SIRPA (service des relations publiques de l'armée) que des différentes organisations luttant contre. Les coupures de presse présentent différentes applications de ce protocole, les réactions suscitées, des prises de positions sur l'esprit de défense... Bref, un document de 56 pages disponible contre 38 F. l'exemplaire (port compris - chèque à l'ordre de l'APEL) au COT, B.P. 229 - 81006 Albi cedex.

Pour entrer en contact avec le collectif contre l'armée à l'école, s'adresser à l'UPF, 4 rue Lazare Hoche - 92100 Boulogne.

### Extrait d'une lettre ouverte (et non anonyme...) à Monsieur le ministre de la Défense

Pendant que le 14 juillet, la France fêtait avec éclat le bi-centenaire de la révolution et de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, l'armée montrait, une nouvelle fois, le peu de cas qu'elle fait de ces droits et tenait embastillé depuis une semaine, un jeune rouennais, Christophe Delmere, appelé du 4ème régiment de cuirassier de Bitche-en-Moselle.

Quelle faute grave avait-il donc commis pour s'être vu condamner à 40 jours d'arrêt dont 15 jours à l'isolement ?

Un tract dénonçant les pratiques douteuses d'un officier-instructeur (violences, exercices vexatoires, chants nazis) ayant circulé, et Christophe étant fiché comme militant syndical et politique dans le civil, était d'emblée suspect. (...)

Nous eussions préféré, Monsieur le Ministre, et cela aurait été, à notre avis plus logique, que vous ordonniez une enquête sur les faits extrêmement graves dénoncés par ces soldats et que, dans le cas où ceux-ci se seraient trouvés confirmés, vous preniez des sanctions contre cet officier qui, visiblement, a d'autres idéaux que ceux de la République, lesquels sont condamnables non seulement d'un point de vue moral, mais aussi pénal. Si nous ne demandons pas que les appelés de 1989, comme les volontaires de 1791, élisent leurs cadres, nous sommes, par contre, en droit d'exiger, et c'est un minimum, que ces derniers respectent l'intégrité physique et morale des jeunes qui sont placés sous leurs ordres.

Si nous avons décidé cette lettre ouverte, c'est aussi et surtout parce que ce cas n'est pas isolé. A intervalles réguliers, la presse se fait l'écho de dénonciations par des soldats de pratiques vexatoires, humiliantes, dégradantes, de propos racistes, antisémites ou de chants nazis dans les casernes. (...)

*Cette lettre ouverte a été envoyée par le Rassemblement national pour la vérité sur les "accidents" à l'armée (rnvaa) B.P. 1123 - 76175 Rouen Cedex*

# BULLETIN DES SOMMAIRES

## Défense nationale

### juillet 1989

- 1939-1989 : cinquante ans de fission par J. Teillac (7)
- Actes du colloque sur le pacte de l'Atlantique nord :  
Présentation par P. Messmer (2)
- L'adaptation de l'Alliance 1949-1988 par B. Dejean de La Bâtie (9)
- L'originalité française et le commandement par F. Maurin (7)
- Le génie de la France, demain par J. Dufourcq (9)
- L'église catholique et la guerre par Mgr J. Fihey (2)
- L'Europe de 1992 entre l'entreprise et le citoyen par J.B. Main de Boissière (9)
- La nouvelle politique soviétique et la sécurité de la Yougoslavie par A. Bebler (9)
- Le Maghreb sur l'échiquier méditerranéen par H. Ben Salem (8)
- Regard stratégique sur les Guyanes par Y. Salkin (7)
- Où en sont les Philippines par J.P. Gomane (6)
- Dans le cortège de 1789 par B. Guillerez (3)

### août-septembre 1989

- Les hommes sont-ils plus sages ? Réflexions sur la révision de la loi de programmation militaire par X. de Villepin (5)
- Deuxième partie des actes du colloque sur le pacte de l'Atlantique nord :  
Coopération industrielle dans le domaine de l'armement par J.B. Ramé (6)
- Les valeurs fondamentales par A. Grosser (7)
- Prospective de l'Alliance atlantique par P. Guelluy (6)
- les débats (5)
- Conclusion par P. Messmer (3)
- Essais sur la désescalade par M. Geneste (11)
- La marée noire de l'Alaska : protéger la mer contre le navire par M. Rémond-Gouilloud (4)
- Quoi de neuf ? La question balkanique ! par B. Bouffé-Hémond (9)
- Yémen d'aujourd'hui : vers l'ouverture par P. Rondot (10)
- Les composites céramiques-céramique à fibres longues par S. Chorlet (8)
- La crise des communismes par P. Moreau Defarges (4)

### octobre 1989

- Une nouvelle réflexion stratégique par P.M. de La Gorce (5)
- Rapport de forces et stratégies par l'amiral P. Lacoste (10)
- La France et la sécurité européenne : un point de vue américain par D. Yost (10)
- La nouvelle pensée politique et la doctrine militaire soviétique par le Gal. Moïsseev (8)
- Endettement et rapports Nord/Sud par Y.M. Lulan (4)
- L'Autriche aux portes de la Communauté européenne par P. Giniewski (5)
- La résurrection de la communauté turque par R. Cagnat (7)
- Incertitudes panaméennes par Y. Salkin (6)
- Le difficile processus de paix en Amérique centrale par M.C. Barre (5)
- L'Union soviétique et le conflit israélo-arabe par E. Awwad (8)
- Afghanistan : après le retrait so-viétique par G. Dorronsoro (9)
- Liban : la conjuration par B. Guillerez (4)

## Sratégique

### n° 3/89

- A propos de *Géopolitique du Brésil* de Golbery, une figure brésilienne de l'identité par A. Mangin (17)
- Une stratégie navale pour l'Europe par J. Aben et J.P. Maury (17)
- Evolution de la prolifération nucléaire dans le monde par F. Delobeau et S. de Lastours (13)
- Le développement des forces navales dans les pays du Tiers-Monde par J.M. Balancie (16)
- Révoltes Caraïbes : sur les traces de José Martí, de César Sandino et de Farabundo Martí (2e partie) par Y. Salkin (30)

## L'armement

### n° 18 - juillet/août 1989

- Le compact réel/virtuel par J.L. Weissberg (5)
- Le chemin du virtuel par le Gal Pinatel (3)
- Simulations 2 000 par E. Valensi (2)
- Les systèmes experts auraient-ils inventé le cheval de Troie par C. Esmein (2)
- La réalité existe-t-elle ? par O. Decelle (7)
- Les images et la guerre ou vidi, vici par P. Queau (7)
- Réflexions sur la recherche opérationnelle par B. Ronk (4)
- Le jeu de guerre interactif *Rubis* du CAD par A. Grenard (4)
- Les systèmes d'information et de communication par T. Fontaine (4)
- Intelligence artificielle et systèmes informatisés de commandement par M. Bares (8)
- Deux nouveaux bâtiments pour les missions de présence dans le monde par J. Delgendre (6)
- La productique et l'image par F. Perhirin (7)
- Simulations numérique des phénomènes physiques et image par C. Lecomte (12)
- L'image calculée au service de la mobilité par J. Potier (6)

## Revue de l'OTAN

### n° 3 - Juin 1989

- La conduite du changement : le sommet de l'anniversaire de l'Alliance par H. Wegener (7)
- Les négociations FCE, un début prometteur par R. Hartmann (5)
- L'UEO, la voie à suivre par G. Howe (3)
- L'économie soviétique peut-elle être réformée ? par F. Feldbrugge (6)
- Sommet OTAN du 29 & 30 mai 89 : discours d'ouverture ; texte du concept global de maîtrise des armements et de désarmement adopté par les participants et déclaration finale (11)

### n° 4 - août 1989

- La maîtrise des armements et l'avenir par le Gal W. Altenburg (5)
- Les propositions de Bush pour les entretiens sur les réductions d'armes stratégiques par R. Burt (5)
- Les entretiens sur la défense et l'espace : des petits pas en direction d'un accord par H.F. Cooper (6)
- Le GIPEP : une nouvelle phase de coopération dans le domaine de la défense européenne par L. Trefgarne (4)
- A quarantq ans, l'Alliance a besoin d'un traité à deux piliers par T.A. Callaghan (6)
- L'information occidentale en Union soviétique : la chute de barrières séculaires par F.E. Bohigas (7)

## Armées d'aujourd'hui

n° 141 - juin 1989

Ce numéro est entièrement consacré à la communication à l'occasion des 20 ans du SIRPA

- Défense et opinion publique en RFA (3)
- Le devoir de communiquer : entretien avec le Gal. Pinatel, chef du SIRPA (3)
- De la liberté des médias par F. Balle membre du CSA (2)
- Bannir la langue de bois par J. Isnard du Monde (2)
- Le secret en balance : entretien avec J. Guisnel de Libération (2)
- L'agora des médias : entretien avec J. Schmitt du Point (2)
- La fin des silences : entretien avec R. Girardet (2)
- A quoi sert donc le SIRPA (2)
- Relations des militaires avec la presse (2)
- La symphonie des sondages (2)
- Visite guidée de l'ECPA (2)
- La banque de donnée audiovisuelle du SIRPA (2)
- L'information sur le Service national (2)
- Heureux qui communique... (3)
- Les "SIRPA" étrangers (2)
- Les différentes armes (Terre, Air, Marine, DGA, Santé, gendarmerie) et la communication (6)
- Communication et style de commandement (2)
- La télévision selon C. Ockrent (2)
- Guerre et fiction : entretien avec Schoendorffer (2)
- Les principales étapes de la communication militaire (2)
- La guerre au jour le jour : entretien avec P. Darcourt du Figaro (2)
- La communication des services historiques des armées (2)

n° 142 - juillet/août 1989

- Plan "Armées 2 000" : présentation et entretien avec J.P. Chevènement (4)
- Les accords militaires franco-soviétiques (2)
- Visite de G. Renon au sein du dispositif militaire français Epervier en Afrique centrale (3)
- Sondage : la défense européenne au crible (3)
- Dossier : le contingent et le service de santé (16)
- La guerre électronique dans la 3<sup>e</sup> dimension (2)
- La protection des forces aériennes (2)
- Le sous-marin nucléaire d'attaque *Emeraude* (2)
- Au service du peuple ? L'armée chinoise (3)
- Tchernobyl, trois ans après... (3)
- L'armée argentine en crise (3)

## Défense & armement / Héraclès international

n° 87 - septembre 1989

à noter :

- Plan "armées 2000" : un difficile équilibre par J. Isnard (3)
- Bilan de l'industrie navale britannique par B. Walters (7)
- Avions de combat : regain de compétition sur les marchés par L. Belian (4)
- Euréka de l'armement par M. Guerin (2)
- Dossier : le porte-avions Charles de Gaulle en chantier par L. Antoine (6)
- Renault V.I. joue l'exportation par J. Mallet (3)

n° 88 - octobre 1989

à noter :

- France : un budget sur fond de malaise par J. Isnard (3)
- Industrie européenne : la naissance des géants par M. Guerin (2)
- Mistral, le dernier-né des missiles de Matra par P.L. Antoine (6)
- Dossier : Armes chimiques, des moyens de défense de plus en plus performants par J. Girodet et M. Saint-Setiers (7)

## Info-services

Les personnes intéressées par l'un ou l'autre des articles cités, peuvent nous en demander copie pour leur usage personnel. Le chiffre en italique et entre parenthèses, indique le nombre de copies.

Frais de copie : 1 F la page

Port en sus :

jusqu'à 3 copies	: 2,20 F
6	: 3,70 F
18	: 5,60 F
45	: 12,30 F

## Afrique défense

n° 138 - septembre 1989

A noter un panorama des différentes entreprises présentes lors du salon du Bourget en juin dernier (37)

## Bulletin of the Atomic Scientists

july/august 1989

- USA : military Budget : one more for the Gipper by S.A. Cain (2)
- After the Cold War : new tasks for arms controllers by K. Tsipis (2)
- Weapons labs need new thinking by G.T. Seaborg (3)
- A dosimeter for every dacha by G. Schoenfeld (3)
- Will test ban conference self-destruct ? by K.P. Clements (3)
- Nuclear disasters at sea, then and now by W.M. Arkin and J.M. Handler (5)
- Why not now ? Debating a nuclear-free millennium by T.B. Taylor and S. Drell (7)
- Behind the German export scandals by M. Brzoska (4)
- Wooing Mexico to nuclear power by O. Miramontes (3)
- Chemical warfare : a forgotten lesson by J.E. van Courtland Moon (4)

## REVUES

### Union Pacifiste

août/septembre 1989 - 15 F.

En plus de ses rubriques et chroniques habituelles, à noter un long article de Michel Auvray sur l'évolution du militarisme au travers du protocole armée-éducation et des réformes du service national en prévision.

UPF C/o Thérèse Collet, 4 rue Lazare Hoche - 92100 Boulogne

### Silence

n° 122 - Octobre 1989 - 12 F.

La revue s'offre un lifting... Le résultat est éloquent. Profitez-en pour faire un bout de chemin en vous abonnant à ce journal qui devient au fil du temps l'un des premiers de la presse écologiste.

Abonnement pour un an : 120 F.

4 rue Bodin - 69001 Lyon

### Non-Violence Actualité

septembre 1989 - 15 F.

Le dossier de ce numéro est consacré aux possibilités de résistances civiles au nazisme à l'occasion de la sortie du livre de Jacques Sémelin, du MAN : *Sans armes face à Hitler*

## Gavroche

sept./oct. 1989 - 30 F.

Le numéro de cette revue d'histoire populaire s'ouvre sur un long article de Louis Vergne sur 1919-1939, *la paix impossible ?*

Editions Floréal, B.P. 872 - 27008 Evreux Cedex

## Cahiers de la Réconciliation

n° 4/1989 - 25 F.

Ce numéro est entièrement axé autour du rassemblement œcuménique européen, tenu à Bâle en mai dernier sur le thème de *Justice, PAix et Sauvegarde de la Création*.

MIR, 18 rue Bayard - 38000 Grenoble

## Verts Europe

n° 1 - octobre 1989 - 5 F.

Il s'agit d'un mensuel mis en place par les députés Verts au Parlement européen.

288, Bd. St Germain - 75007 Paris

## Le journal des objecteurs

n° 77 - août 1989 - 15 F.

A noter un long article de Michel Auvray sur les différentes raisons de refuser la conscription, le compte-rendu de la rencontre internationale des objecteurs, ICOM'89 au Pays Basque et une présentation critique des rapports Jacquin et Sémelin sur le service civil.

24 rue de Crémieux - 75012 Paris

## Alternatives économiques

n° 70 - octobre 1989 - 17 F.

Le dossier de ce n° est consacré au poids des dépenses militaires qui viennent freiner la croissance. Compétitivité rimerait-elle avec désarmement ?

12 rue du Chaignot - 21000 Dijon

## Alternatives Non Violentes

été 1989 - 30 F.

Un numéro spécial bicentenaire, pour une révolution sociétale ! Entièrement consacré à l'autre sommet économique : *Aux actes citoyens ! Avec des témoignages, des analyses...*

ANV, 16 rue Paul-Appell - 42000 Saint-Etienne

## Dossier "notes et documents" du GRIP

n° 131 - 29 F.

Ce dossier a pour thème : *Approche des réglementations des pays européens sur les ventes d'armes*. Ainsi sont examinées tour à tour les législations et réglementations des pays suivants : Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, RFA, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Travail réalisé par Bernard Adam, Eric Remacle, Marc Schmitz et Etienne Schoonbroodt.

n° 132 - 29 F.

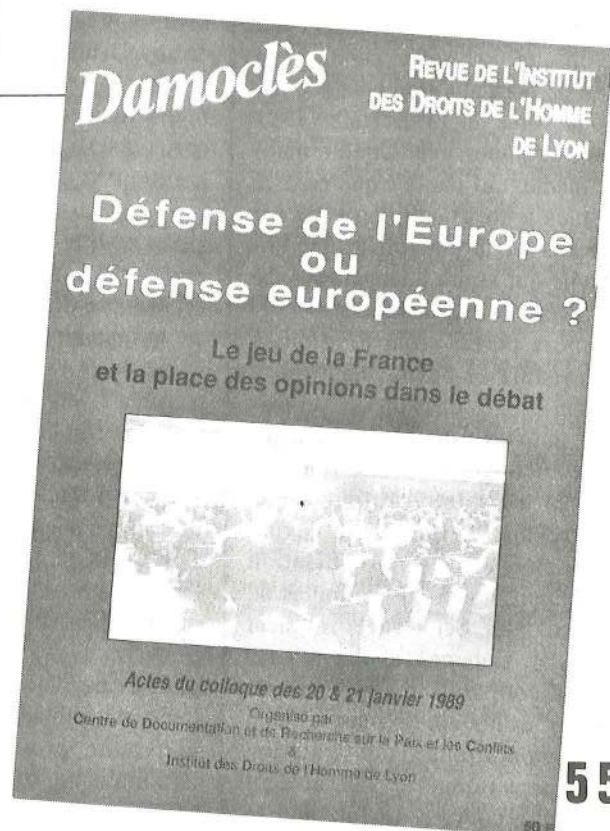
*L'affaire des pots-de-vin du Pentagone* est passée au grill par Arié Zaks. Remontant la filière des enquêteurs, l'auteur explique l'ampleur du phénomène de corruption et de surestimation des prix lors de la passation de contrats d'armements aux Etats-Unis. Il décrit les causes structurelles de la pratique des pots-de-vin et indique les moyens mis sur pied par la classe politique pour tenter d'y remédier.

GRIP, rue Van Hoorde, 33 - 1030 Bruxelles - Belgique

## N° hors série



35F



55F

à commander à **Damoclès**, B.P. 1027 - 69201 Lyon Cedex 01  
chèque à l'ordre du CDRPC, CCP 3305 96 S Lyon

# NOTES DE LECTURE

**Georges Mink**

*La force ou la raison*  
*Histoire sociale et politique*  
*de la Pologne (1980-1989)*  
Paris, Ed. La Découverte/Cahiers  
libres, 1989, 308 p., 140 F.

La parution de ce livre tombe à pic pour comprendre la situation - pour le moins nouvelle et originale - que vit la Pologne aujourd'hui. En effet, qui aurait pu imaginer, ne serait-ce qu'il y a un an, que Solidarnosc occuperait le poste de Premier ministre ?

Georges Mink examine dans ce livre, comment ont évolué durant la dernière décennie les rapports de forces entre l'Etat-Parti et la Société, entre la force et la raison.

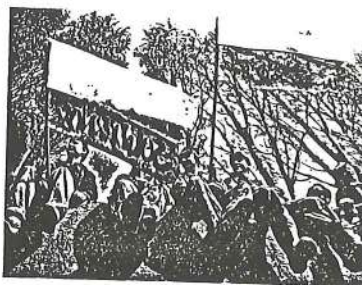
Dans une première partie il dresse l'état des forces dans les deux camps à partir de l'intensification de la crise économique de 1980 jusqu'à la veille du coup d'Etat. Ensuite il explique comment la tentative de normalisation entamée par le coup de force du 13 décembre 1981 s'est révélée impossible. Une normalisation, même, qui n'a fait que creuser encore plus le fossé entre un Parti qui veut conserver le pouvoir et une société civile qui aspire à l'indépendance et à un niveau de vie plus décent.

Le dernière partie montre ce qui a rendu possible ce changement qui a trouvé son apogée dans un certain partage du pouvoir entre le Parti communiste et Solidarnosc. Bien que terminé en mars 1989 le livre laisse bien entrevoir les limites de l'expérience. Les 8 ans de normalisation impossible ont mis à nu les limites du pouvoir polonais. Selon l'avertissement de Bronislaw Geremek, choisir aujourd'hui une coopération de façade et revenir à l'"exhibition du muscle" c'est créer les conditions d'une situation quasi insurrectionnelle. Il faut également tenir compte du fait que la Pologne est un des pays de l'Est le plus endetté vis à vis de l'Occident et que le "grand frère" n'a pas les moyens de remplacer cette aide. L'auteur émet également l'hypothèse que dans le cadre d'un échange de bons procédés,

Georges Mink

## La force ou la raison

*Histoire sociale et politique*  
*de la Pologne (1980-1989)*



Cahiers libres/Éditions La Découverte

l'élite polonaise pourrait bien être un cobaye bénévole permettant à Gorbatchev d'expérimenter une modernisation du système de type soviétique en général.

L'auteur souligne qu'il s'agit d'une situation qui n'est pas sans contradictions et que l'Etat cherche ainsi à récupérer à son profit la légitimité acquise par Solidarnosc en échange de sa participation au pouvoir. Mais une sortie de la Pologne de Yalta est-elle possible ?

Georges Mink se garde bien, et avec raison, de trancher de manière brusque même s'il montre que c'est une hypothèse qui devient de l'ordre du possible. Toutefois je trouve dommage que l'auteur ne s'attarde pas plus sur la montée des nouveaux acteurs sociaux et des nouveaux champs de préoccupations avec les questions de l'écologie, du militarisme, également, mais dans une plus faible mesure du nationalisme, avec des mouvements comme "Liberté et paix" (WIP), et d'autres... qui sont le fait d'une jeunesse qui a grandi à l'ombre de Solidarnosc sans forcément s'y retrouver. Dans le bras de fer qui l'oppose à l'Etat, Solidarnosc prend le risque de devenir à son tour une

"institution" et perdre une partie de son rôle de représentant de la société civile...

Ceci dit il s'agit d'un livre d'histoire au présent remarquable et indispensable.

**Patrice Bouveret**

**Bill Sweetman**

*Stealth Bomber. Invisible*  
*warplane, black budget.*

Osceola, Wisconsin (USA).  
Motorbooks International, 1989,  
176 pages, \$ 14.95.

**Peter Mersky**

*Vought F-8 Crusader*

London. Osprey Publishing, 1989,  
199 pages, £ 12.95.

Le livre de Bill Sweetman est consacré à l'histoire du fameux bombardier B-2 - dit furtif - ultra-secret mis au point par les Etats-Unis. Il s'agit du second modèle de bombardier développé par les Américains au cours des années 80. Bourré de technologies nouvelles, théoriquement indétectable par les radars ennemis, le B-2 est l'un des plus grand défi, en matière militaire, de la nouvelle administration Bush. Pour des questions budgétaires, nombreux sont ceux, dans le gouvernement américain, qui mettent en doute la nécessité de ce second bombardier qui représente la plus importante dépense jamais engagée en matière de programme d'avions militaires.

Le livre de Bill Sweetman, sans être trop technique, fait entrer le lecteur, au travers d'un exemple concret, dans la recherche militaire qui est un des moteurs les plus puissants de la course aux armements.

L'ouvrage abondamment illustré de Peter Mersky sur l'avion embarqué américain Crusader constitue un bilan de cet appareil encore en usage dans l'aéronautique navale française et qui sera bientôt mis à la retraite.

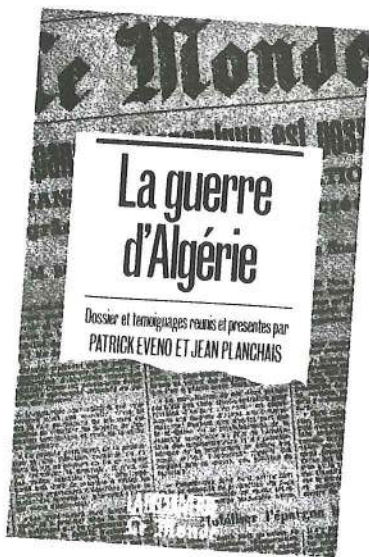
L'intérêt de ce livre, pour nous comme probablement pour nos lecteurs, ne réside pas tant dans les performances techniques de l'appareil - amplement vantées dans ces pages - que dans son utilisation en temps de guerre. L'auteur consacre, en effet, près de 80 pages aux états de service du Crusader pendant la guerre du Vietnam. On trouvera même, entre autres détails, une liste fort longue des pertes de ce type d'appareil au cours d'une carrière qui commença en mars 1955.

B.B.

*La guerre d'Algérie*  
dossier et témoignages réunis et  
présentés par **Patrick Eveno** et  
**Jean Planchais**

Co-éditions La découverte/Le  
Monde  
1989, 425 p., 120 F.

La France n'a pas encore vraiment fait son deuil du temps des colonies. Près de trente ans après, la guerre d'Algérie réveille encore des polémiques. Pour tant comme le rappelle Jean Planchais, "ce n'est pas sur le terrain qu'elle a été perdue mais par abandon au dernier round du plus fort qui ne comprenait plus pourquoi il combattait".



Ce livre, réalisé avec Patrick Eveno, historien, a comme originalité, d'être composé, pour la trame historique, d'articles publiés dans *Le Monde*. Ce

qui le rend vivant et permet de mieux comprendre le climat qui régnait alors tant en France qu'en Algérie. Ces articles sont accompagnés de documents et de témoignages recueillis durant l'été 1988 auprès d'acteurs de ce pan de l'histoire que nombre de ceux qui l'ont vécu préféreraient oublier.

Le livre se termine par une présentation des conséquences de ce conflit tant en France qu'en Algérie aujourd'hui. Il est complété par une chronologie détaillée et une bibliographie.

P.B.

*Rapport sur le  
développement dans le  
monde 1989*

**Banque mondiale**  
Paris, Banque mondiale -  
Economica,  
1989, 281 p.

Ce 12ème rapport de la Banque mondiale est une mine d'informations socio-économiques sur le développement dans le monde. Les auteurs du rapport constatent que les revenus par habitant ont augmenté plus vite en Asie dans les années 80 que dans les deux décennies précédentes. Par contre, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du nord, ils ont progressé de moins de 1 % par an. La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme pour l'Afrique subsaharienne où les revenus par habitant ont baissé. Et cela risque de durer encore, à moins d'une réduction de la dette extérieure qui ne profitera cependant qu'aux états les plus endettés. Outre la centaine de pages consacrée à la description méthodique des indicateurs du développement dans le monde, le lecteur trouvera des encadrés instructifs... y compris sur les escroqueries financières !

Les données présentées dans ce rapport ne doivent pas faire oublier le rôle contestable et contesté (en particulier à l'occasion du "contre-sommet" des pays pauvres en juillet) de nombreuses opérations de "développement" financées par la Banque mondiale.

B.B.

**Dominique Finon**

*L'échec des surgénérateurs*  
*Autopsie d'un grand programme*

Grenoble, 1989, PUG,  
328 p., 128 F.

Dominique Finon, chercheur à l'Institut d'économie et de politique de l'énergie de l'université des sciences sociales de Grenoble, travaille depuis de longues années sur les données économiques liées aux surgénérateurs. Le livre qu'il vient de publier - une version grand public de sa thèse de doctorat d'Etat - constitue l'ouvrage en langue française le plus complet sur ce thème.

Fantôme de nucléocrates et objet d'un obscur désir de la part des militaires, les surgénérateurs sont des réacteurs nucléaires qui présentent en effet plusieurs particularités remarquables : d'une part ils sont censés produire plus de combustible (plutonium) qu'ils n'en consomment ; d'autre part le plutonium qui en est issu, très riche en isotope Pu 239, est d'une excellente qualité pour des utilisations militaires.

Finon démontre très clairement que le prix du Kwh fourni par un surgénérateur ne pourrait être compétitif que dans un avenir très lointain et très hypothétique. Le nucléaire civil a en effet, peu progressé ces dernières années et aucune pénurie d'uranium n'est envisageable. D'autre part les contraintes de sécurité qui découlent de l'énorme quantité de plutonium présente en son cœur, font d'emblée du surgénérateur un réacteur cher (officiellement 28 milliards pour Superphénix).

L'auteur situe l'enjeu du surgénérateur à son juste niveau : il ne s'agit pas seulement d'une filière plus ou moins "exotique" pour utiliser l'énergie atomique, mais bien d'une étape considérée autrefois comme inéluctable par la plupart des nucléocrates. La surgénération suppose en effet un cycle "fermé" pour le combustible nucléaire, celui-ci transitant périodiquement par des usines de retraitement. L'échec du surgénérateur entraîne une révision déchirante des coûts et des perspectives de l'électronucléaire.

L'essentiel de l'ouvrage n'est cependant pas consacré à une analyse économique au sens strict. Au-delà du simple calcul du coût de revient du Kwh, Finon s'interroge sur les processus industriels, politiques ou institutionnels qui ont



conduit la France dans ce qu'il faut bien appeler maintenant une impasse. Comparant l'histoire des projets similaires en France, aux USA et en Grande-Bretagne, il met en lumière l'aspect monolithique des décideurs de notre hexagone, le CEA occupant une position de monopole dangereuse à cet égard.

Un livre parfaitement documenté qui porte le débat sur le terrain de la démocratisation des choix énergétiques.

Jean-Luc Thierry

### Nous avons également reçu :

- *La République d'Arménie* de **Anahide Ter Minassian** paru aux éditions complexe, coll. la mémoire du siècle, 1989, 317 p.  
Il s'agit de l'histoire de la République d'Arménie, née dans le sillage de la Première guerre mondiale et de la révolution russe : ces "années de braise" qui vont de 1917 à 1921.
- *La sécurité alimentaire mondiale* de **Assia Bensalah-Aloui** paru aux éditions Juridiques Associées (L.G.D.J.), coll. Bibliothèque de droit international, tome 99, 1989, 429 p., 190 F.  
Réflexion sur le concept de la sécurité alimentaire et propositions pour le rendre opératoire.
- *Madeleine Barot* d'**André Jacques**, une co-éditions du Cerf et de Labor et Fides, 1989, 220 p., 80 F.

L'auteur fait revivre l'itinéraire de celle qui a été la première secrétaire générale de la CIMADE au moment où cette organisation fête son cinquantenaire.

- *L'information en temps de crise, étude de cas* de **Christiane Barakat, Philippe Lacroix et Jean-Claude Sergeant** paru à la Fondation pour les études de défense nationale, 1989, 100 p., 60 F.

A partir de trois cas (la guerre des Malouines en 1982, un détournement d'avion à Beyrouth et les manœuvres franco-allemandes de 1987) les auteurs analysent le rôle de l'information sur le déroulement des événements et leur influence sur les systèmes d'information eux-mêmes.

- *Le bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises*, collectif sous la direction de **D. Ghisoni**, une co-édition Scritti et Syllepse, 1989, 140 p.

Ce livre a été conçu à partir d'un séminaire qui s'est tenu les 21-22 janvier 1989 à Paris VII-Jussieu. Il s'agit d'une mise en question de l'autocélébration française par le regard des colonisés à la recherche de leur propre histoire trop souvent occultée dans l'historiographie officielle.

- *Afrique du Sud, une stratégie dans l'impasse* d'**Alberto Santos**, CIRPES, Cahiers d'études stratégiques n° 13, 1989, 132 p., 80 F.

A travers les différents thèmes traités, l'auteur montre les limites de la politique régionale et fait ressortir que l'Afrique du Sud n'est pas la puissance régionale qu'elle dit être. Il insiste sur les contradictions du système et sur ses vulnérabilités.

- *Les forces aériennes françaises libres. Tome 1 : Juin 1940, la naissance au Moyen-Orient.* **Revue Icare** n°128. Tour Essor 93 - 14/16 rue de Scandicci 93500 Pantin. 152 pages. 100 F.

Un recueil de témoignages des survivants de cette époque qui ne se sont pas résignés à la défaite et qui ont rejoint le général de Gaulle. Un album abondamment illustré de documents d'époque.

- *Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy.* **Cahiers de l'IHTP.** CNRS. 1988. 267 pages.

Quelle vie "culturelle" possible par temps de guerre ? Ce volume publié par l'Institut d'histoire du temps présent aborde la question par le biais d'une quinzaine de thèmes traités par des spécialistes de cette période.

- *Révolte et Société. Actes du IVème colloque d'histoire au présent.* Tome I et II, Paris. Publications de la Sorbonne. 1989. 311 et 335 pages. 200 F le volume.  
En cette période du Bicentenaire, comment

"penser la révolte" ? Le tome 1 traite des rapports de la violence et du symbolique et le second s'attache à déterminer les permanences et évolutions des formes de la révolte.

- *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première guerre mondiale* par **Georges-Henri Soutou**. Paris. Fayard. 1989. 966 pages. 250 F

Contrairement aux idées reçues, le Traité de Versailles ne consacre pas seulement une paix politique et territoriale, mais comporte un projet industriel et commercial : le triomphe du libéralisme. Ce projet résume les buts de guerre économiques des Alliés.

- *Les guerres indiennes aujourd'hui* par **Robert Pac**. Paris. Editions Messidor. 1989. 227 pages. 100 F

Aux Etats-Unis et au Canada, les guerres indiennes ne sont pas finies conduites par des gouvernements sous domination des grandes multinationales en quête des richesses énergétiques que recèlent encore les quelques territoires laissés aux Indiens.

- *Géopolitique de la Méditerranée* par **Jean-Marie Crouzatier**. Paris - Toulouse. Publisud. 1988. 254 pages

Carrefour stratégique essentiel, la Méditerranée se transforme en une zone en voie de destabilisation. L'auteur propose d'en faire un lac de paix par l'action commune des riverains en matière de lutte contre la pollution, de coopération trans-méditerranéenne et de recherche de sécurité.

- *Der nationale Militärkonsens* par **Johannes M. Becker**. Université de Marburg (RFA). 1989. 349 pages

Un point de vue allemand très documenté sur la politique de défense de la France sous la Cinquième République.

- *Le Saint-Siège dans les relations internationales* sous la direction de **Joël-Benoît d'Onorio**. Paris. Le Cerf-Cujas. 1989. 470 pages. 185 F

Ces actes du colloque tenu en janvier 1988 à Aix-en-Provence constituent un apport original à la compréhension de l'actuelle diplomatie vaticane présente sous toutes les latitudes. Un long "état" de l'action internationale du Vatican, fort peu critique cependant.

- *Les instances européennes civiles et militaires* par le **GIFAS** (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales). Paris, éditions de juin 1989, 147 pages, 142 F.



## Nouvelle-Calédonie Retour sur Ouvéa

*Après le drame d'Ouvéa d'avril-mai 1988, la Ligue des Droits de l'Homme a décidé la mise en place d'une commission d'enquête indépendante pour constituer et publier un dossier d'information sur les événements d'Ouvéa, leurs causes et leurs conséquences. Les résultats de cette enquête viennent de paraître sous la forme d'un livre constitué de 140 pages de documents et d'un texte d'analyse dont nous publions ci-dessous les conclusions.(1)*

Personne ne saurait, à l'évidence, reprocher de bonne foi à l'armée française qu'une opération de vive force ait été décidée dans la précipitation, sans nécessité clairement établie, ni que l'assaut de la grotte ait entraîné des morts, inéluctables en l'occurrence. La Commission partage l'avis du ministre actuel de la Défense, qu'il serait trop facile de faire porter le chapeau aux militaires (*Le Monde* du 20 mai). Les seules responsabilités collectives engagées sont celles du gouvernement, qui a choisi de réquisitionner l'armée et ordonné l'opération.

Tout dans cette affaire créait en fait un climat propice aux excès : le contexte électoral ; le refus obstiné du Premier ministre et de Bernard Pons de discuter avec le FLNKS ou de le considérer comme un adversaire politique valable ; leur choix de passer la main à l'armée, de faire occuper militairement l'île d'Ouvéa, et d'en éloigner les témoins gênants de la presse ; la volonté d'en découdre du général Vidal, et sa façon de "déclarer la guerre aux Canaques", alors qu'il s'agissait d'une opération de police judiciaire et de citoyens français ; le recours au 11ème choc comme unité prédominante, alors que ses hommes, liés aux services secrets, ont pour mission de tuer des ennemis sans égard aux lois, nationales ou internationales, et non de déférer des délinquants à la Justice. Et l'on est ainsi parvenu, au fil des surenchères, au résultat paradoxal de faire exploser dans le camp des "forces de l'ordre", la

"barbarie" que l'on a tant affecté de dénoncer, outrancièrement, chez les meurtriers des gendarmes de Fayaoué. Mais la Commission ne peut admettre qu'on excuse et qu'on blanchisse arbitrairement, en vertu de ces circonstances atténuantes réelles, les assassinats, au nombre de cinq au moins mais sans doute plus, commis de sang-froid, individuellement, en dehors de l'action. La Commission ne peut comprendre que trop de responsables n'aient pas hésité à mentir pour empêcher la vérité - indispensable à la santé morale de la nation - de se faire jour. La Commission déplore qu'ils aient tenté de justifier cette manœuvre en liant artificiellement les manquements au devoir d'hommes - on peut même dire d'unités - à l'honneur de l'Armée, au risque de créer une confusion nuisible à ce dernier. La Commission estime enfin qu'il y a plusieurs façons de manquer au devoir, et que la loyauté fondamentale envers la République doit passer avant des solidarités corporatives plus que contestables.

Aucune société ou institution n'est déshonorée par la présence, inéluctable, de dévoyés en son sein. Ce qui peut déshonorer une collectivité, dans sa globalité, c'est de s'efforcer de couvrir indûment des faits délictueux, criminels en l'occurrence, pour lesquels il appartient à la justice, et à elle seule, d'intervenir et de se prononcer. C'est l'unique voie acceptable. La Commission ne peut que noter que ce juste jugement, serein et contradictoire, a été

refusé en revanche, quelles qu'en soient les raisons, aux agresseurs de la gendarmerie de Fayaoué. Et qu'il y a eu là une atteinte grave aux fondements de la démocratie, et aux valeurs de la République.

La Commission se félicite du travail d'enquête remarquable accompli par les journalistes, sans lesquels le peuple français n'aurait jamais eu connaissance de ce qui s'est fait en son nom à Ouvéa. Elle déplore pour terminer que l'ensemble des comportements qu'elle s'est attachée à analyser, et des fautes qu'elle a dû relever au niveau des exécutants et des autorités concernées, jusqu'aux échelons gouvernementaux, conformément à son mandat et sans parti pris, aient entaché l'image de la France dans les pays étrangers qui disposaient aussi sur place d'observateurs susceptibles de rétablir la vérité sur les événements de Nouvelle-Calédonie, et motivé des jugements sévères sur notre colonialisme persistant.

Plus grave encore, la Commission pense que le comportement des forces de l'ordre, de l'institution judiciaire et des autorités gouvernementales, ont pu affermir chez les Canaques le sentiment que trop de Français, au mépris des affirmations officielles ou intéressées, ne les considèrent pas comme leurs concitoyens à part entière, et ne le feront jamais.

Pour toutes ces raisons, la Commission estime que l'"affaire d'Ouvéa", contre les buts de ceux qui l'ont menée, va prendre désormais une place de premier plan dans le légendaire nationaliste mélanésien et laisser des traces indélébiles dans les esprits du peuple Kanak et particulièrement dans sa jeunesse.

(1) *Enquête sur Ouvéa. Rapport et Témoignages sur les événements d'avril-mai 1988.* Antoine Sanguinetti, Danièle Heldin, Guy Ramirez, Violaine et Jean-Pierre Weben.

Paris. *Ligue des Droits de l'Homme - EDI.* 1989. 208 pages. 80 F.

GUERRE - PAIX - MILITARISATION -  
DESARMEMENT - CONFLITS - ARMEE -  
VENTE D'ARMES - NUCLEAIRE - MOUVE-  
MENTS MILITARI-  
SATION FLITS -  
ARMEE - VENTE D'ARMES - NUCLEAIRE -  
MOUVEMENTS DE PAIX - GUERRE - PAIX -  
MILITARISATION - DESARMEMENT - CON-  
FLITS - ARMEE - VENTE D'ARMES - NUCLE-  
AIRE - MOUVEMENTS DE PAIX - GUERRE -  
PAIX - MILITARISATION - DESARMEMENT -  
CONFLITS - ARMEE - VENTE D'ARMES -  
NUCLEAIRE - MOUVEMENTS DE PAIX - GUE

*Téléphonez au*  
**78.36.93.03**

Le Centre de Documentation et de Recherche  
sur la Paix et les Conflits  
met à votre disposition sa bibliothèque,  
ses dossiers de presse,  
son service de recherche.

**C.D.R.P.C. BP 1027  
69201 LYON Cedex 01**